

**Geoffroy Roux de Bézieux : « 2021 s'annonce comme une très bonne année, donc il y aura des augmentations de rémunération »**

« “Il y a un effet post-Covid sur le rapport au travail, qui frappe tous les métiers” », titre **L'Opinion** qui ouvre ses colonnes à Geoffroy Roux de Bézieux. « La reprise n'est pas en danger », assure le président du Medef, estimant en revanche ne pas pouvoir « profiter à plein du rebond à cause des difficultés à recruter : c'est un surcroît de croissance qui nous échappe ». Evoquant ce que la crise a modifié dans les comportements au travail, le président du Medef estime que « dans les métiers “non télétravaillables” monte une certaine frustration?: un ouvrier peut avoir l'impression d'être laissé à l'écart de la flexibilité, du confort, du gain de temps et d'argent ». « Beaucoup d'adhérents nous disent redouter un nouvel « effet 35 heures » sur l'implication dans le travail. ». Si « le temps des hausses généralisées tous secteurs confondus est révolu », Geoffroy Roux de Bézieux rappelle que 2021 s'annonçant comme une très bonne année, « il y aura des augmentations de rémunération ». « La prime d'activité est un pis-aller. On socialise les salaires. L'Etat compense la trop forte part de cotisations sociales en France. On présente ces cotisations comme du salaire différé mais c'est surtout du salaire mutualisé », analyse encore le président du Medef, pour lequel « mieux vaudrait alléger les charges pour augmenter le salaire net ». Parmi ses priorités, le président du Medef pointe « l'industrialisation du pays », signalant que « maintenant, l'Etat doit nous dire quels sont les composants, les filières qu'il juge stratégiques pour le pays et pour l'Europe. Et du coup, à quel prix il est prêt à les payer. ». « Ce que je trouve pertinent avec France 2030, c'est de choisir des technologies ou des objets plutôt que des grandes thématiques ». Il soulève toutefois plusieurs questions, telles que la gouvernance, « qui fera la différence ». « Par ailleurs, nous sommes loin des sommes qu'il faudra pour décarboner l'économie. Il faudra des investissements privés bien sûr. Et nous sommes pour cela favorable à une taxonomie intelligente et raisonnable ». (**Les Echos, p.4**)